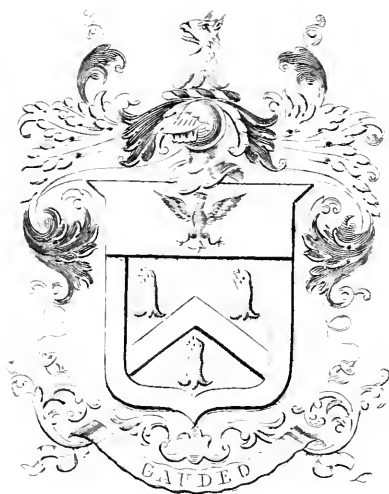




UNIVERSITY OF CHICAGO
Library
1000 University Hall
Chicago, Ill.

A20c

36 pamphlets.



John Carter Brown
Library
Brown University



127

DU COMMERCE
DES COLONIES.

THE UNIVERSITY OF

CHICAGO





DU COMMERCE DES COLONIES.

LE commerce est un échange.

Un peuple peut échanger ses productions territoriales, & c'est le commerce de luxe ; celles de ses manufactures, & c'est le commerce d'industrie ; les productions des autres peuples, & c'est le commerce d'économie.

Le commerce est intérieur ou extérieur.

Il ne peut exister d'Etat sans un commerce intérieur.

On a prétendu que les peuples qui possèdent les matières du commerce de luxe, pourroient à toute rigueur se passer de commerce extérieur. Mais on se trompe : ces peuples disparaîtroient bientôt du monde politique. Je suppose, par exemple, que la France qui jouit du plus grand commerce de luxe, voulant y renoncer, abandonnât tout-à-coup ses colonies occidentales ; & cette supposition n'est pas si chimérique. Un

grand administrateur l'a sérieusement proposé de nos jours. Qu'arriveroit-il de cet abandon ?

1°. Comme il n'y a point de loi somptuaire , telle sévérité qu'on mît à son exécution , qui pût empêcher l'usage des choses de luxe auxquelles ses habitans sont accoutumés , il faudroit nécessairement souffrir que l'Etranger les apportât. On veut bien n'évaluer qu'à 100 millions la consommation annuelle des objets de cette nature , tels que le sucre , le café , l'indigo , le coton , les poissons salés , les huiles , les teintures , le thé , les toiles de l'Inde , &c. Dans l'état actuel des choses , non-seulement cette somme ne sort pas de la France , mais il y en entre autant par l'exportation à l'Etranger , de l'excédent de sa consommation. Dans l'état supposé , il faudroit que cette somme fût fournie par l'excédent de ses productions territoriales : mais il est évident que jamais la culture de ses terres étendue & perfectionnée , ni toutes les nouvelles ressources de son industrie ne donneroient une masse de numéraire capable de balancer celui dont elle auroit perdu la source. De-là résulteroit donc annuellement sortie d'une partie de son numéraire , conséquemment augmentation du taux de l'intérêt

de l'argent dans le sein du royaume, conséquemment augmentation du prix des productions même de la Métropole, qui ne pourroient plus soutenir la concurrence dans les marchés étrangers; enfin il viendrait nécessairement une époque où la France n'exportant rien, & important beaucoup, perdrait sa propre culture & ses propres fabriques, & seroit forcée d'en recevoir les produits de l'Etranger qu'elle auroit à plus bas prix. Son état seroit pire que celui de l'Espagne.

2°. Une branche considérable des revenus du gouvernement étant alimentée par le commerce extérieur, il faudroit qu'en la perdant, il augmentât les impôts sur les terres & sur l'industrie nationale. Il n'auroit plus, dira-t-on, besoin de marine; ainsi ses dépenses seroient diminuées de ce qu'il en coûte maintenant pour cet objet. Que sa marine ne dût pas être considérable, n'ayant plus de terres à protéger dans ce nouvel hémisphère, j'en conviens; mais encore en faudroit-il une pour garantir ses Côtes d'une invasion hostile; ou si, à toute rigueur, il étoit bien prouvé qu'on pût absolument s'en passer, du moins faudroit-il une augmentation dans les troupes de terre, pour border ces mêmes Côtes. Ainsi la dépense seroit à

peu-près la même. L'augmentation des subides intérieurs feroit donc indispensible, à moins qu'on ne préférât d'annuller toutes les dettes de l'État, & de faire une banqueroute générale.

3°. La foiblesse qui résulteroit de nos pertes, feroit d'autant plus grande que la force de notre ennemi naturel s'accroîtroit d'autant. Après avoir envahi les mines que nous aurions abandonnées, les flots d'or qu'elles lui procureroient y attireroient nécessairement les hommes. De-là une émigration de la France & une troisième cause de sa ruine.

De la distinction posée ci-dessus entre les différentes espèces de commerce, il suit :

Que si tous les peuples susceptibles d'un commerce de luxe ou d'industrie, le faisoient entier eux-mêmes, il n'y auroit, pour aucun autre, de commerce d'économie :

Que le commerce d'économie supposant, chez les peuples qui le font avec une certaine étendue & un certain succès, la faculté d'opérer avec le moins de dépenses & de se contenter du moindre bénéfice, ces peuples ont un avantage décidé pour enlever le commerce de luxe aux peuples qui le possèdent naturellement.

Qu'il est conséquemment indispensable à ces derniers peuples de s'entourer de surveillances & de prohibitions, s'ils ne veulent pas être dépouillés.

Il n'est aucun pays qui soit strictement borné au commerce d'économie ou au commerce de luxe. Il y a toujours un peu de mélange. Mais on peut dire que, des pays commerçans dont l'influence soit remarquable, la France est le seul qui fasse un grand commerce de luxe & d'industrie, l'Angleterre, le seul qui fasse un grand commerce d'industrie & d'économie, la Hollande & quelques autres États du Nord, les seuls qui fassent un grand commerce d'économie.

La Hollande penche vers son déclin. L'Angleterre en étoit jalouse; elle a fuscité la révolution qui a fait un Roi de son Stathouder. De-là le despotisme aristocratique & la servitude, l'égoïsme & la destruction de l'esprit public. L'on peut prédire que cette Puissance ne tardera pas à rentrer dans son premier néant. Son existence aura été brillante & courte. Ce fut le sort de Carthage, de Venise. Ce sera celui de tous les États qui n'auront d'autre base qu'un commerce en quelque sorte surnaturel, tel que le commerce d'économie.

Les États-Unis ont toute la parcimonie d'un

peuple nouveau , & toute l'activité d'une Puissance naissante ; leur position , leur gouvernement , leur génie entièrement tourné vers le commerce les rendent extrêmement redoutables.

L'Angleterre joint à la masse considérable de ses forces acquises , le regret d'avoir perdu une colonie immense , l'ardente ambition de se réparer de cette perte , & par dessus tout l'avantage incalculable d'un gouvernement occupé sans relâche à étendre son commerce , qui ne fait la guerre que pour s'emparer par la force de ce que son adresse n'a pu lui obtenir pendant la paix.

La France voisine de ces deux terribles rivaux dans l'ancien & le nouvel hémisphere , s'est sentie trop long-tems de son premier esprit militaire & chevaleresque. Nous n'avons eu que le seul Colbert, dans le dernier siècle, qui ait essayé de changer cet esprit , & de le tourner vers des objets utiles. La refonte étoit difficile : il s'en faut bien qu'elle soit opérée. Il faut espérer ce grand ouvrage de l'Assemblée nationale.

C'est à ce défaut d'esprit commercial qu'il faut imputer le Traité de commerce conclu , il y a deux ans , entre la France & l'Angleterre , qui dans un moment a détruit nos manufactures , &

aggrandi celles de notre rivale sur leurs ruines ; monument éternel du génie de son administration & de l'ineptie de la nôtre. C'est à la même cause qu'il faut attribuer la perte d'une grande partie de nos pêcheries , l'arrêt du mois d'Août 1784 qui livre nos colonies à la rapacité de l'Etranger , tout récemment l'ordonnance de M. du Chillau , encore plus funeste , en un mot la faiblesse perpétuelle du Ministère dans les luttes ardentes qui tendent à achever de nous dépouiller.

J'ai dit ci-dessus ce que la France deviendrait , si elle perdoit sa marine & ses colonies. Une perte partielle entraineroit bien-tôt une perte totale , parce que les moyens de maintenir l'équilibre diminuent sans cesse pour l'Etat qui perd , en fait de commerce , tandis que l'Etat qui acquiert , les augmente & finit par décider tout-à-fait cet équilibre en sa faveur.

Ces principes posés que les colonies sont indispensables au maintien de la puissance actuelle de la France , & que la perte d'une partie du bénéfice de ces colonies ameneroit bien-tôt celle de la totalité , voyons ce qu'il faut faire pour éviter ce malheur.

Il seroit superflu de remonter à la source de

l'établissement des colonies. Quand même il seroit démontré qu'elles auroient eu autrefois des droits, elles seroient maintenant dans le cas de tout pays conquis ou qui s'est donné volontairement, obligées de se soumettre aux loix établies. Cherchons donc seulement quel est l'objet des colonies, & quel est le régime qui convient le mieux à cet objet.

Les colonies ne payent que très-peu d'impôts à la Métropole, & ne fournissent pas d'hommes pour sa défense, tandis que la Métropole leur assure protection au dehors, paix & justice au dedans. La rétribution qui lui est due & qu'elle en exige est une extension de son commerce; voilà leur unique destination. Si elles ne la remplissoient pas, elles recevraient sans donner, elles seroient à charge.

Tous les réglemens qui tendent à augmenter ce commerce doivent être adoptés. Tous ceux qui peuvent les diminuer doivent être pros crits. Car il faut soigneusement distinguer le commerce de la Métropole, de celui de la colonie. La colonie pourroit faire un très-grand commerce, dont l'effet seroit absolument nul pour la Métropole. Mais il est impossible que la Métropole fasse

un grand commerce avec la colonie sans que celle-ci n'y trouve son avantage.

Les bornes du commerce de la Métropole avec la colonie se mesurent d'un côté sur les objets qu'elle peut lui fournir, de l'autre sur ceux qu'elle en peut tirer. Il faut donc, pour que ce commerce atteigne toute l'extension possible, que la Métropole fournisse seule à la colonie tous les objets dont elle a besoin, & qu'elle en retire pareillement seule toutes ses productions.

Conformément à cette maxime, l'Angleterre qu'on peut incontestablement proposer pour modèle, en fait de commerce, a mis ses colonies sous le régime prohibitif le plus sévère. Les objets même qu'elle ne produit pas, tels que le vin, l'huile, le savon, &c. elle ne permet pas que ses colonies les tirent immédiatement; elle se charge de les leur porter. L'Espagne, le Dannemark & la Hollande en agissent de même pour leurs colonies.

Il semble d'après cela que la question dût être décidée; que la conduite uniforme de toutes les Nations dût former un jugement sans appel; parce que si c'est une grande erreur en morale, de se croire soi seul plus sage que tout le monde, c'est une grande faute en politique d'accorder à des

Etats rivaux des avantages qu'ils nous refusent ; d'ouvrir un accès dans nos colonies , à des peuples qui nous excluent des leurs.

Mais examinons la chose en elle-même , & jettons d'abord un coup-d'œil sur le premier régime imposé aux colonies , sur ses effets , leurs plaintes , sur les faveurs accordées , enfin sur celles qu'elles prétendent encore.

Les colonies Françoises ne commencerent à faire une partie utile du Royaume qu'en 1670. C'est à cette époque qu'un ramas d'Aventuriers devint une portion intégrante de la Nation , que des richesses éparées acquises & dissipées en pure perte furent réunies dans un même canal , & coulerent vers la Métropole ; ce bienfait fut le fruit du régime prohibitif. Il est bien à remarquer que si ce régime avoit réellement l'effet dont on se plaint , de resserrer la culture , les colonies seroient mortes en naissant ; car à peine leur défrichement étoit-il alors commencé. L'Histoire ne rapporte pas , mais sans doute il se trouva aussi dans ce tems quelque orateur Américain qui ne manqua pas d'apporter d'excellentes raisons & certainement au moins plus spécieuses que celles d'aujourd'hui contre le régime prohibitif & en

faveur de la liberté de commerce ; mais le sage Colbert fut ferme ; & l'expérience a prouvé qu'il fit bien. Les colonies sévèrement assujetties à ce régime pendant près d'un siècle, parvinrent à un très-haut degré de prospérité. C'est de quoi le Gouvernement se félicitoit, en 1727, dans le préambule d'une loi qui renouvelle les dispositions de ce régime.

La première atteinte à la prohibition fut portée en 1763, mais elle ne put avoir d'effet. Le Ministère promptement éclairé retira sa déclaration, quelques mois après l'avoir rendue.

Cette faute du gouvernement quoique réparée presque aussitôt que commise annonçoit cependant quelque foiblesse ; & cette foiblesse fut le signal des attaques. On n'avoit d'abord demandé qu'une liberté bornée à un petit nombre d'objets. Bientôt on sollicita l'ouverture entière des colonies tant pour l'importation que pour l'exportation, l'une & l'autre illimitée. Cette demande fut *heureusement* communiquée au commerce de France, avant d'être répandue. Il falloit toute la bonté de la cause pour ne la pas perdre ; car l'auteur de la demande étoit un chef de bureau ministériel, & les personnes intéressées à la faire accorder occu-

poient comme à présent toutes les avenues du Conseil. Cependant elle y fut rejetée avec éclat. *Il fut reconnu que la France étoit en état d'approvisionner ses colonies, que la prohibition étoit nécessaire, & que toute tolérance même passagere étoit pernicieuse.*

Évincés dans leurs demandes de la franchise entière & de tous les points des colonies & de tous les objets de commerce, les colons se restreignirent à solliciter deux seuls entrepôts, l'un pour les isles du Vent, l'autre pour les isles sous le Vent, & bornés au très-petit nombre d'objets qu'ils prétendoient que la Métropole ne pouvoit leur fournir ni leur déboucher. C'étoit à-peu-près tout ce qu'ils avoient demandé sans succès en 1763 ; mais cette fois-ci comme ils avoient eu l'art de préparer les esprits, qu'ils avoient commencé par une exagération outrée, ils ne parurent plus que raisonnables, lorsqu'ils réitérèrent une demande qui avoit révolté d'abord.

Nouvelles représentations du commerce, nouvelles répliques des colons.

Enfin, la matiere débattue par des députés des deux parties dans vingt-deux conférences chez le Ministre de la marine, il fut décidé que les deux

entrepôts établis ne feroient prorogés que pour dix-huit mois, délai qui parut nécessaire pour terminer toutes les suites d'affaires auxquelles ces entrepôts avoient donné lieu, & qu'après ce tems les colonies rentreroient sous la nécessité d'une prohibition absolue.

C'est en 1775 que cette décision fut rendue. La guerre vint ; on fait combien les commencemens en furent désastreux. Le grand nombre de navires marchands interceptés par l'ennemi, celui qui étoit nécessaire au service militaire, la dispersion de quelques convois, l'irrégularité de tous, semblerent nécessiter l'admission des neutres à l'approvisionnement de nos îles.

Le commerce privé par la guerre de l'approvisionnement des colonies, devoit du moins espérer qu'à la fin de cette guerre, on lui donneroit, en le lui rendant, les moyens de réparer ses pertes. Il n'y avoit aucune raison pour le refuser. Bien loin que le nombre de ses vaisseaux fût diminué, la franchise accordée au pavillon neutre avoit rempli plus que jamais ses ports de bâtimens qui l'avoient arboré. A la faveur de ce drapeau, les colonies Françoises regorgeoient de provisions de toute espece, tandis que leurs propres denrées

recherchées autant que celles-ci étoient avilies ; avoient plus que doublé de prix. Cependant ce fut, comme en 1763, la fin de la guerre qui colora d'une apparence de raison la demande des colons. On ne voulut pas examiner si ce qui auroit dû arriver, suivant le cours naturel des choses, avoit effectivement eulieu ; & si par des circonstances particulières, le vrai résultat n'étoit pas précisément l'opposé du résultat vraisemblable. On crut de faux exposés, mais avec une telle précipitation, une telle légèreté, & cette expression est bien atténuée, que sans consulter le commerce de France, sans lui en donner même le moindre avis, sur la première demande clandestine des colons, on ajouta l'établissement de cinq nouveaux entrepôts aux deux tolérés en 1775 pour dix-huit mois seulement. L'arrêt qui consacra cet établissement, est du 30 Août 1784 ; il eut son effet dans les colonies plus de deux mois avant d'être connu en France. Que l'on juge des désordres qu'entraîna une telle marche dans l'administration ; que l'on apprécie, s'il se peut, les pertes immenses qui en résulterent pour le commerce de France.

Les réclamations s'éleverent sans nombre de toutes parts : le mal étoit universel ; mais le Mi-

nistère persista opiniâtrément dans le parti qu'il avoit pris.

L'époque est enfin arrivée où la raison va juger elle-même ce grand procès entre l'ancien & le nouveau Monde. Ce n'est point l'intérêt des commerçans, ce n'est point l'intérêt des colons qu'il faut consulter ; c'est celui de la nation entière. Qu'elle connoisse, & qu'elle prononce !

Il y a d'abord une vérité importante, dont il faut se pénétrer ; c'est que toutes les parties d'un Empire doivent avoir un point central commun, d'où naît l'action, & où se porte la réaction. Ce centre d'activité fait l'effet du cœur dans le corps humain ; il distribue la vie dans tous les membres, & la reçoit d'eux réciproquement. L'un & l'autre se ressemblent en ce que, si la circulation est obstruée, le corps languit ; & ils diffèrent en ce que, dans le corps humain, le membre où la circulation ne peut plus parvenir, périt ; au lieu que dans le corps politique, la partie où la relation est interrompue, peut acquérir plus de vigueur qu'auparavant, mais en formant un corps à part, ou en se réunissant à un corps étranger.

Il suit de-là que, plus les parties d'un Empire sont éloignées du centre, plus les liens qui

les attachent, doivent être forts. Les colonies Françoises sont à 1800 lieues de la Métropole. Les seuls liens qui incorporent ces colonies à la Métropole, qui les francisent, si l'on peut s'exprimer ainsi, sont le commerce & la navigation. Il faut donc, attendu leur extrême distance, de très-grandes relations de commerce entr'elles & la Métropole.

Conséquemment, si le commerce entre les colonies & la Métropole vient à se relâcher, il arrivera de ces trois choses l'une : ou elles s'éteindront entièrement, ou elles feront un Empire à part, ou elles s'attacheront à un autre Empire ; & dans ces trois cas, elles seront perdues pour la France.

Les colonies Françoises ont obtenu sept entrepôts ; c'est-à-dire, qu'elles ont sept ports ouverts à toutes les nations indistinctement, où elles peuvent recevoir certains approvisionnemens, & en faire sortir certaines denrées prescrites. Ainsi, quand même le commerce des colonies avec les Etrangers seroit véritablement borné à ces objets prescrits, voilà déjà des relations étrangères qui affoiblissent & tendent à rompre les relations nationales. Ces relations étrangères sont-elles absolument

ment indispensables? Ce seroit l'unique motif pour les permettre; mais les colonies s'en sont bien passées pendant près d'un siècle, pendant tout le tems de leur établissement. C'est comme si le fermier d'une terre qui lui auroit été donnée inculte, attendoit qu'elle fût en plein rapport pour demander une diminution sur le prix de son bail.

Les colonies Françoises ont dit : Il nous faut des bois de toute espece, des bestiaux vivans, de la morue, du ris & autres légumes, des résines & goudrons, & les États-Unis peuvent seuls nous fournir ces objets. Ces mêmes États sont pareillement les seuls qui puissent acheter les sirops & les raffias que nous fabriquons.

On auroit dû leur répondre :

Il est de l'intérêt de la France d'interdire tout accès direct dans ses colonies à un peuple nouveau, commerçant par essence, infiniment économe, actif, industrieux, dont le pays produit abondamment plusieurs denrées de même nature que celles de la France, qui a un besoin indispensable de plusieurs autres du crû des colonies & qui conséquemment, quelque précaution qu'on prenne, ne borneroit jamais ses importations &

ses exportations à l'espece de marchandises qui lui feroit prescrite. Si les colonies Françoises ne peuvent se passer des États-Unis pour l'achat des bois & du ris , & pour la vente de leurs sirops & de leurs taffias , il faut que ce commerce se fasse de l'un à l'autre Continent par des navires François ; ou si une fausse politique y met obstacle ; il faut établir un entrepôt commun , isolé , à une distance à peu-près égale des deux possessions. Les petites Isles de St. Pierre & Miquelon , qu'on a déjà proposées, rempliront parfaitement cette destination.

Mais la Guyanne , auroit-on pu ajouter , est couverte de forêts , & peut facilement approvisionner les colonies , de bois ; mais la Louisiane qui a été si impolitiquement cédée à l'Espagne rendra le même service. On n'a point à craindre de cette Nation une concurrence si nuisible avec toute autre. Il est constaté que le commerce de nos colonies avec l'Espagne est au contraire avantageux , parce que cette puissance se borne à l'extraction des objets de nos manufactures qui y sont introduites , & qu'elle donne son numéraire en échange. L'article des bestiaux vivans en est une preuve. De tout tems les Espagnols qui posse-

dent la moitié de l'Isle de St. Domingue y forment un peuple pasteur qui ne fait presque d'autre commerce que d'élever des bestiaux pour les vendre à la partie François. Leurs fournitures dans ce genre feroient dans le cas d'excéder les besoins des colons François.

Et pourquoi les colonies Françaises auroient-elles recours aux légumes étrangers, lorsque la Touraine & le Saumurois remplissent de leur superflu dans ce genre les besoins de l'Espagne & de l'Italie ?

Quant aux résines & goudrons, les forêts des environs de Bayonne, du Condomois, du Bazadois, du Marenfin, de la Teste, en fournissent en très-grande quantité. Nous avons pour supplément les goudrons que le Nord nous envoie abondamment en échange des denrées coloniales. Ainsi la France est en état de pourvoir bien au delà des besoins de ses colonies qui ne peuvent être que très-bornés dans ce genre, attendu la modicité de leur marine.

Nous convenons que la position de la France pour la pêche de la morue, est infiniment défavorable en la comparant à celle des États-Unis & de l'Angleterre. Les États-Unis pêchent ce poisson

sur leurs côtes , & sans , pour ainsi dire , sortir de chez eux. Les Anglois ont formé pour cet objet de grands établissemens dans l'Isle de Terre-Neuve , sur les côtes de Labrador , du Golfe St. Laurent , de l'Acadie & du Canada. Ces établissemens permanens font une extension , une nouvelle colonie de l'Angleterre , qui lui assure à cet égard les mêmes avantages qu'aux États-Unis. Les François au contraire , malgré 160 lieues de côtes que le dernier traité de paix leur a obtenu sur l'Isle de Terre-Neuve , par la plus lâche soumission à la tyrannique condition de ce traité , sont encore obligés de transporter , chaque année , à grands frais , des ports d'Europe tout l'attirail de la pêche , & de le rapporter lorsque cette pêche est finie. Cependant on peut prévoir le haut degré d'extension que cette nouvelle propriété de terrain & l'activité des commerçans de la Métropole sont susceptibles de donner à la pêche de la morue. Dès la première année de la paix , ce commerce qui étoit presque anéanti occupa 75 bâtimens , l'année suivante 103 , & en 1784 , 330 : ce nombre est constaté par les registres des ports. Il est également constaté que ces 330 bâtimens pêcherent au delà de 500 mille quintaux de

morue; la répartition de cette quantité étoit simple: 50 mille quintaux suffisoient à la consommation de la France; 250 mille à l'approvisionnement de nos colonies, attendu que St. Domingue n'en consomme pas 50 mille, & que 200 mille remplissent & au delà tous les besoins des Isles du Vent; les 200 mille quintaux restant étoient pour Marseille, l'Italie, l'Espagne & le Portugal. Mais qu'est-il arrivé? ~~Marseille~~, l'Italie, l'Espagne & le Portugal ont eu de la morue à meilleur marché des États-Unis & de l'Angleterre, par les raisons qui viennent d'être exposées, & les nôtres ont été rebutées: nos colonies ont eu de la morue à meilleur marché de ces mêmes Nations, & les nôtres ont été rebutées. Comment cela, dira-t-on? L'Arrêt de 1784 n'impose-t-il pas un droit de 3 liv. par quintal, sur l'introduction des morues étrangères dans les colonies Françaises? Et ce droit ne suffit-il pas pour balancer l'avantage des Etrangers sur les Nationaux dans cette introduction? Nous ne répondrons que par un fait. Avant la dernière guerre, on a vu les Anglois envoyer à St. Malo même plusieurs cargaisons de morue qu'ils vendoient au dessous du prix de la morue Française, malgré le

droit de 10 liv 10 sous par quintal , auquel ils étoient assujettis. D'ailleurs quand ce ne feroit pas la modicité du droit , l'introduction étrangere feroit seule suffisante pour repousser la concurrence nationale , attendu que la fraude clandestine accompagne toujours inévitablement l'importation ouverte , & qu'avec cent quintaux de morue déclarée , l'Etranger en fait passer une bien ~~plus~~ grande quantité sans la déclarer. Ce sont ces raisons qui ont énérvé la gratification de 12 liv par quintal , accordée dans ces derniers tems aux morues de pêche Françoises importées dans nos colonies. Puisque la cession d'une partie de Terre-Neuve nous met en état d'approvisionner les colonies Françoises de morues , le seul moyen de mettre à profit cette cession est donc de fermer sans restriction l'entrée de ces colonies à tous poissons de pêche étrangere.

Enfin les colonies Françoises ont dit : Il nous faut du charbon de terre , des bœufs salés , des cuirs ; & l'Irlande peut seule nous fournir ces approvisionnemens.

On auroit dû leur répondre :

L'intérieur de la Bretagne a de tout tems exploité plusieurs mines de charbon , c'est la seule

production de plusieurs parties arides & incultes de cette Province. Elles fournissent aux consommations des grandes forges de verrerie & de fer qui y sont établies , aux approvisionnemens des ports de Rochefort & de Brest ; & dans le projet d'étendre cette fourniture à tous les besoins des colonies Françoises , les entrepreneurs de ces mines y ont adapté depuis peu des pompes à feu qu'ils ont tirées à grands frais de l'Angleterre. Privés de ce débouché sur lequel ils comptent , leurs pertes seroient énormes. Ce seroit commettre une double injustice, que de ruiner des établissemens formés, & de donner la préférence à des approvisionnemens étrangers sur des approvisionnemens nationaux.

Plusieurs Provinces de France élèvent d'aussi gros bœufs que l'Irlande ; ils y sont aussi communs que dans cette Isle ; il se recueille plus de sel sur nos côtes que sur les rives Hibernoises ; notre main-d'œuvre est pour le moins à aussi bas prix que la leur ; enfin il s'est déjà formé en Bretagne des ateliers de bœufs salés & préparés à la maniere d'Irlande : ces premiers établissemens , pour être imités dans d'autres Provinces , pour s'étendre & se perfectionner , ne deman-

dent que protection & sûreté. Et vous voulez que d'un trait de plume le Conseil renverse sans retour les fondemens d'une manufacture nationale si précieuse !

Même réponse pour les cuirs.

La Bretagne & la Normandie possèdent de nombreuses tanneries. Il s'est formé dans cette dernière Province , à Pont-Audemer , une fabrique de cuirs dits Anglois , c'est-à-dire , travaillés d'après les apprêts Anglois. Encore une fois ce seroit une imperitie atroce que de culbuter des établissemens nationaux qui fussent aux besoins des colonies , pour élever l'industrie étrangère sur leurs ruines.

Mais la liberté , s'écrieront les colons , lorsqu'elle est accordée à l'homme , pourquoi seroit-elle refusée à sa propriété ? Liberté naturelle , liberté civile , liberté commerciale : voilà comme les mots sont mis sans réflexion à la place des idées. La liberté civile n'est si désirable que parce que sans elle l'homme ne peut être heureux ; car il est certain que si l'esclave étoit plus heureux que l'homme libre , l'esclavage seroit préférable. Avant que de prononcer sur la liberté de commerce , il faut donc savoir quel des deux contribuera le mieux à la prospérité de l'Etat : d'un commerce affran-

chi de toute entrave , ou d'un autre assujetti à certains réglemens? La réponse est simple. Toutes les fois que les réglemens favorisent non pas le commerçant , non pas le colon , mais la Nation , il faut en établir.

Quel doit être le but du Gouvernement ? La population. Il est certain qu'un homme laborieux fait produire à la terre beaucoup au delà de ce qu'il peut consommer. Ainsi quand bien même on admettroit que toutes les terres de la France fussent susceptibles de rapport au moyen de la culture , il est pareillement certain que si ce Royaume n'avoit que des agriculteurs , sa population seroit beaucoup au dessous de ce qu'elle est. Il faut donc que la portion excédante à celle qui est nécessaire pour l'agriculture, se crée un échange pour donner au cultivateur en paiement de sa subsistance : cet échange , ce sont les manufactures qui le produisent. Il suit delà que les manufactures produisent la plus grande extension possible de l'agriculture , & que ces deux meres nourricieres de l'Etat sont tellement liées l'une à l'autre, & la dernière sur-tout tellement subordonnée , qu'elle doit croître ou décroître , suivant la prospérité ou la décadence de l'autre. Les colo-

nies doivent être considérées comme une sorte de manufactures , en ce sens qu'elles augmentent la masse des échanges. Elles sont donc très-précieuses : il est donc de principe politique de ne pas laisser ces nouveaux échanges s'éparpiller en pure perte dans les Etats étrangers. Ils multiplient le mouvement , la circulation , les subsistances , conséquemment la population : en un mot , plus il y a d'échanges , plus le Corps social a de vie ; & sans eux , stagnation & mort.

C'est de ce raisonnement qu'il faut partir pour juger s'il est avantageux ou nuisible que les colonies Françoises soient ouvertes à l'Etranger. Mais il est , dira-t-on , un objet de première nécessité que la France n'a pas quelquefois en suffisante quantité pour sa propre consommation , & dont elle ne peut conséquemment approvisionner ses colonies : cet objet, ce sont les farines.

La consommation annuelle des colonies Françoises en farines s'élève à 250 mille barils qui occupent plus de 150 navires , & forment une masse d'échanges de plus de 12 millions, tant avec l'agriculture qu'avec les manufactures qui fabriquent cette subsistance. L'exportation des farines réservée à la Métropole est donc un très-grand

avantage, toutes les fois qu'elle en produit un excédant à sa consommation : ce cas arrive communément de 9 années sur 10. Dans le cas au contraire où ce produit annuel n'excéderoit pas ses besoins, ce ne feroit pas encore une raison d'en prohiber l'exportation à ses colonies; parce qu'elles font partie de la France, & que la circulation intérieure dans le sein de la grande famille, doit toujours avoir lieu, tel événement qui arrive. Mais alors le Gouvernement peut & doit appeler la concurrence de la farine étrangère, dans cette partie du nouveau Monde : c'est le cas de nécessité. C'est la seule loi impérieuse de la nature qui doit faire taire les loix politiques.

Il s'élève ici une grande question. Les colonies doivent-elles être revêtues du pouvoir exécutif ? Les rendra-t-on juges des cas où la concurrence de l'Etranger sera nécessaire ? Ou laissera-t-on encore cette décision à la France ? Et dans cette dernière position n'expose-t-on pas les colonies aux horreurs de la disette ? On pourroit répondre par le fait, c'est que dans l'ordre actuel de cette branche de pouvoirs que la Métropole s'est toujours réservée, à moins de grands désastres subits & impérieux, les colonies n'ont jamais éprouvé de vé-

ritable disette. On peut répondre encore que par cet ordre il est impossible qu'elles en éprouvent. Le Gouvernement fait par exemple que ces 250 mille barils de farine sont annuellement nécessaires aux colonies. Il a, chaque mois, les relevés de la quantité qui y en a été expédiée de tous les ports, il est instruit de ce qu'on en peut exporter encore; & d'après ce calcul bien simple il envoie, si le cas l'exige, une permission pour l'introduction des farines étrangères, & en même tems il en prévient toutes les places maritimes.

Si cet ordre étoit interverti, il s'ensuivroit d'abord que ces places maritimes ne pourroient être averties en tems convenable de cette liberté de concurrence étrangère, ce qui les exposeroit à des pertes énormes; ensuite c'est que par l'effet de la disposition naturelle qu'ont tous les hommes, même les plus sages, à mettre leur intérêt particulier à la place de l'intérêt général, à regarder comme nécessaire tout ce qui leur est avantageux, les plus légers prétextes se transformeroient en motifs impérieux; & le régime prohibitif seroit bientôt illusoire.

Mais enfin le bon marché dans l'achat, le haut prix dans la vente, suite d'une concurrence étraiz-

gere & générale, augmenteroient évidemment les richesses de nos colonies. Ces richesses n'appartiendroient-elles pas toujours à la Métropole? Ceux qui les posséderoient ne font-ils pas partie de la Nation? ne viendroient-ils pas les verser dans son sein; & cette acquisition, fruit du commerce libre, bien plus considérable que celle qui provient du régime prohibitif, ne lui seroit-elle pas infiniment préférable? Puisque vous voulez une masse d'échanges, vous devez donner la préférence au moyen qui produit la plus grande.

Voilà encore exactement la position de l'Espagne. Il n'y a pas de Royaume qui tire autant de numéraire du nouveau Monde. Mais ces flots d'or coulent chez elle sans y laisser de traces pour aller se répandre dans les manufactures étrangères dont les productions lui sont indispensables. Nous n'avons que trop d'individus opulents: ce sont de grands arbres, au milieu des champs, qui étouffent la moisson. Il faut des canaux de circulation qui aillent porter la vie dans toutes les parties de l'Etat. C'est le travail qui fait l'office de ces canaux: ce sont donc des travaux qu'il faut créer; & cette liberté dont il s'agit les détruiroit tous. Plus de manufactures, plus de marine, en un mot plus de France.

D'ailleurs quel est l'effet du haut prix dans l'achat ? C'est, lorsqu'il n'y a point ou que peu de concurrence dans les objets de vente, d'en élever le prix en proportion. Or telle est la position de la France. Ce Royaume est le principal marché de l'Europe, un marché auquel il est impossible que les autres Nations n'ayent recours pour les denrées coloniales. La cherté qui doit résulter du régime prohibitif, sur quelques approvisionnemens que la France fournit à ses colonies, retombe donc nécessairement sur les productions de ces colonies. En dernière analyse, ce n'est donc point le colon, c'est le consommateur qui supporte cette cherté, & surtout le consommateur étranger, parce que c'est le seul qui achète sans vendre.

Les faits justifient cette théorie. Il est constaté que l'augmentation dans le prix des denrées coloniales en France, a même de beaucoup excédé celle dans le prix des approvisionnemens à l'Amérique.

Les colons se plaignent encore que le commerce François ne leur porte pas assez de Nègres, & qu'il les leur vend trop cher. Quant à la quantité, le dernier Intendant de St. Domin-

gue, M. de Marbois, qui devoit avoir sur cet objet des renseignements exacts, a déclaré en présence du Conseil supérieur de cette Isle, qui ne l'en a pas démenti, que dans l'espace des trois années 1786, 1787 & 1788, le commerce François y avoit introduit 90 mille têtes d'esclaves, ce qui fait 30 mille par an, & que cette quantité étoit suffisante.

Quant à la cherté, ce n'est pas le prix numéraire, c'est le prix relatif qui doit servir de base aux calculs. Or en 1730 les Noirs valoient à St. Domingue 1000 liv. représentés par 125 quintaux de sucre brut valant alors 8 liv. le quintal; & maintenant, en les supposant même à 2400 liv. il ne faut pour les payer que 48 quintaux de ce sucre à 50 liv le quintal; prix courant de la colonie.

Nous ne nierons pas cependant que les Anglois peuvent avoir à cet égard quelques avantages sur nous: ces avantages tiennent à des causes absolument indépendantes du commerçant François. L'Angleterre a des établissemens permanens sur plusieurs endroits de la côte d'Afrique: au moyen de ces établissemens protégés par des Forts dont le Gouvernement fait tous

les frais , le navigateur Anglois obtient une traite plus prompte & à meilleur marché que le François qui , n'ayant point d'intermédiaire résidant , est assujetti au double inconvénient du retard & des circonstances.

Une autre faveur pour les Anglois , c'est le terme des payemens. Il est incontestable qu'il n'y a jamais de bon marché pour celui qui paye mal , parce que le calcul des risques de la perte ou simplement du retard , augmente nécessairement le prix de la chose. Un Négrier qui vend sa cargaison dans les colonies Angloises est assuré d'en rapporter lui-même tout le paiement en Europe ; quand il l'introduit librement ou en fraude dans les colonies Françaises , il assujettit pareillement l'acheteur à cette loi. Le Négrier François rapporte à peine le quart de sa vente. Le reste est à des termes très-éloignés qui se reculent encore , sur les plus légers prétextes : la loi le laisse sans force contre la mauvaise foi ; & le débiteur Américain traite assez souvent le Négociant François , à qui il doit le luxe insolent dont il est entouré , comme ce grand Seigneur de la comédie , qui fait éconduire ses créanciers par des valets.

L'Assemblée

L'Assemblée nationale en effaçant la tache gothique de dérogeance imprimée aux professions utiles , en supprimant le luxe de considération , qui honoroit si injustement l'oisiveté futile , a rétabli le niveau nécessaire dans la circulation des travaux & des richesses de la France. C'est beaucoup ; mais c'est encore loin de suffire pour mettre la Nation Française dans le cas de déployer utilement ses forces & d'atteindre à tous les avantages que lui présentent ses superbes propriétés dans le nouveau Monde.

Il faut pour y parvenir :

1°. Supprimer toute espèce d'imposition de quelque nature & sur quelque objet que ce soit, dans toute l'étendue des colonies Françaises.

2°. Supprimer pareillement le droit connu sous le nom de Domaine d'Occident, perçu sur les denrées coloniales à leur entrée en France. Le produit de ces deux articles de droits peut être évalué de 9 à 10 millions.

3°. Accorder une prime de 5 pour 100 sur les objets de nos manufactures importés dans nos colonies , lors de leur exportation à l'Etranger.

4°. En échange de toutes ces faveurs, rétablir dans toute l'étendue des colonies Françaises le

régime prohibitif tel qu'il existoit avant 1763 ; en conséquence fermer les sept entrepôts accordés par l'Arrêt de 1784, n'en ouvrir aucun autre, interdire rigoureusement, sans retour, sans relâche, sous quelque prétexte que ce soit, toute espèce d'accès dans nos colonies, à tous bâtimens étrangers, excepté aux seuls bâtimens Espagnols, à la condition qu'ils n'y porteront que du numéraire, ou des marchandises du crû, soit de la Métropole, soit de leurs colonies, & qu'ils n'en exporteront que des objets des manufactures de la Métropole Françoisse.

5°. Permettre l'introduction dans nos colonies, des objets suivans tirés de l'Etranger : le ris, les bœufs salés, & les bois ; permettre pareillement l'exportation de nos colonies à l'Etranger, des sirops & des taffias, mais ces deux permissions, seulement sur navires François dont le propriétaire & les trois quarts de l'équipage au moins seront François ; & dans le cas où une fausse politique s'opposeroit à ce que ce commerce national fût fait directement, établir un lieu d'entrepôt, soit aux Isles St. Pierre & Miquelon, soit dans tout autre endroit de convenance réciproque, seulement pour les objets men-

tionnés ci-dessus , & en réservant toujours exclusivement aux seuls navires François la navigation de nos Îles à ces entrepôts.

6°. Permettre par ces mêmes navires , dans le seul cas de disette constatée par les formes que nous avons indiquées ci-dessus , l'introduction des farines étrangères dans nos colonies.

7°. Statuer des loix sévères & justes , contre les débiteurs dans ces colonies.

8 . Établir des Forts sur les points de la côte d'Afrique qui seront jugés convenables pour protéger & faciliter la traite des Negres.

9°. Dégager la navigation Française d'une foule de liens qui l'entravent , & l'empêchent de marcher de niveau avec la navigation des Nations étrangères.

10°. Enfin , & cet article essentiel n'est que le résultat d'une foule de développements que les bornes de ce foible essai ne permettent pas de présenter ici , donner au commerce maritime une organisation plus simplifiée , plus coulante , moins fiscale , & présidée par des hommes que leurs connoissances de tous les ressorts de cette grande machine , auront rendus vraiment capables de la diriger.

C'est au moyen de toutes ces choses que l'Assemblée nationale pourra conserver à la France la jouissance d'une masse d'échanges de 238 millions, produit annuel des denrées coloniales, d'une balance de 75 millions dans l'exportation à l'Etranger d'une partie de ces denrées, d'un mouvement intérieur d'une somme de près de 500 millions, produit par l'action & la réaction de ce commerce, d'une circulation simultanée de travaux & de subsistances pour plus de 6 millions d'hommes, d'une marine marchande de plus de 800 navires & de 50,000 marins.

Mais le respect dû à l'Assemblée nationale permet-il qu'on lui propose de conserver l'esclavage ? Oui sans doute, s'il n'est que ce moyen de conserver toutes les parties de la société à laquelle elle va donner des loix.

Qu'un écolier réalise dans son esprit, une république parfaite & toutes les chimères de Platon & de Thomas Morus ; un vrai Législateur fait que toutes les œuvres des hommes sont imparfaites comme eux, & que le plus grand bien est le moindre mal possible.

Quand on réfléchit que l'affranchissement de 300 mille esclaves en Amérique opéreroit tout

à coup la cessation de travaux, la privation de subsistances, la mort de six millions d'hommes en France, on tremble que le mot de liberté retentisse sur le rivage Américain.

Mais la condition de ceux à qui l'on veut donner cette liberté, est-elle donc en effet si malheureuse? Les Anglois ne l'ont pas cru. Cette question a été également agitée dans leur Sénat. Les chefs de cette respectable Nation ont commencé par écarter le verbiage des philosophes. Ils ont interrogé sur la condition des Nègres en Afrique & en Amérique, des témoins impartiaux & dignes de foi (1). Il a été prouvé que l'esclavage, dans le lieu de leur naissance, étoit indépendant de la visite des Européens, & que leur sort y étoit pire que dans les colonies.

(1) On ne peut se refuser à transcrire ici cet interrogatoire tel qu'il est rapporté dans le *Mercure* du 25 Juillet.

L'audition d'un grand nombre de témoins à la Barre des Communes a fait sensiblement baisser l'enthousiasme en faveur de l'abolition de la traite des Noirs : il est résulté de ces témoignages nombreux, détaillés, rendus par gens à qui une longue résidence a permis des informations moins superficielles que celles des voyageurs, il est résulté, disons-nous, à l'unanimité de leurs rapports :

Que l'on consulte pareillement en France un chevalier de Boufflers, un Blain. Alors seulement, on pourra juger avec connoissance de

1°. Que l'esclavage existe en Afrique, de temps immémorial.

2°. Qu'il est la peine de la plupart des délits capitaux, & que l'alternative pour les coupables est d'être esclaves ou mis à mort, même brûlés vifs dans un grand nombre de cas.

3°. Que l'Afrique est divisée en une infinité de petits États, dont la moindre partie est soumise au Gouvernement despotique. Le plus grand nombre est formé en Républiques ou Constitutions mixtes.

4°. Que les jugemens s'y préparent & s'y rendent en public par des Tribunaux de l'instant, semblables à ceux des Jurés, & composés des anciens du lieu.

5°. Qu'on n'y fait jamais la guerre dans le but de faire des esclaves & de les vendre aux Européens, quoique les prisonniers, en cas de guerre, soient mis à mort, ou réduits en servitude.

6°. Que la très-grande partie des Noirs embarqués par les Européens, viennent des parties intérieures & très-éloignées souvent des côtes de l'Afrique.

7°. Que cette contrée ne peut fournir aucun autre objet d'échange aux marchandises d'Europe, au delà des petites quantités d'ivoire, de gomme, de poudre d'or, de bois de teinture que nous en tirons, & qui suffisent à notre consommation.

cause : alors sans doute on se déterminera non pas à mettre nos colonies sous la dépendance & à la merci des Anglois , ce qui auroit infaillible-

Voilà ce que les dépositions s'accordent toutes à attester. Nous placerons ici les principaux articles du rapport fait à la Barre par *Richard Miles* , Ecuyer.

« Les prisonniers faits à la guerre sont-ils vendus comme esclaves ? — Je ne crois pas les guerres fréquentes en Afrique , mais je crois qu'il est certains endroits où , quand il en survient , les prisonniers sont vendus : cependant je dois ajouter que dans la partie du pays où je me suis trouvé à portée de faire des observations , en général les escarmouches entre deux villages ou villes cessent par l'intervention d'un tiers. Alors on échange la plupart des prisonniers , à moins qu'il ne soit prouvé que tel homme ou telle famille a donné lieu à la querelle ; ce qui est puni par la vente de cet individu ou de cette famille ».

« Ces escarmouches ont-elles été fréquentes durant les dix-huit ans que vous avez passés à la côte ? — Dans un pays comme celui-là où il y a tant de petits Etats , il est difficile qu'il ne survienne souvent des disputes & des divisions entr'eux ; mais cela va rarement jusqu'à mériter le nom de guerre ».

« Les naturels sont-ils dans l'usage de posséder eux-mêmes un grand nombre d'esclaves ? — Les esclaves sont en Afrique une propriété comme ici les terres ou l'argent placé dans les fonds publics. Les naturels ont de

ment lieu, si nous prononcions l'affranchissement lorsqu'ils conservent la servitude, mais à prendre comme eux des mesures pour adoucir

l'or, & même quelques-uns en grande quantité ; mais quand un homme parle de sa propriété, c'est toujours ses esclaves qu'il veut dire ; l'or & les autres choses ne sont regardées que comme des accessoires ».

« L'enlèvement des enfans a-t-il lieu dans le pays que vous avez habité ? — Je ne crois pas avoir entendu prononcer ce mot ailleurs qu'en Angleterre. Il me semble qu'il seroit impossible que ce crime eût lieu à la côte d'Or sans être découvert, les naturels parlant tous la même langue, & les courtiers qui vendent les esclaves ayant tous les jours des entrevues avec l'équipage : si donc quelque esclave à bord du navire se trouvoit du nombre des enfans que l'on prétend enlevés, il ne manqueroit pas de le révéler aux courtiers d'esclaves, qui par motifs d'intérêt ou par respect pour les loix de leur pays, vérifieroient la chose & feroient trouver les coupables ».

« Vous avez avancé qu'un quart des esclaves exportés de la côte d'Or, sont ce que vous appelez des Negres du côté de l'eau (*Water side*) : d'où viennent donc les autres trois quarts ? — Ordinairement, de l'intérieur du pays ».

« Pouvez-vous donner quelques renseignemens sur la manière dont ces derniers deviennent esclaves ? — Non. Je n'ai jamais visité l'intérieur du pays. Je l'ai déjà dit. Je

le transport de ces Africains , à faire mieux encore , à les rendre esclaves non plus de l'homme , mais de la loi , d'une loi sage & juste qui leur

ne puis en juger que d'après ce que j'ai vu relativement à ceux du côté de l'eau ».

« L'affreuse pratique des sacrifices humains a-t-elle lieu dans ce pays ? — Il est pénible pour moi de répondre à cette question. Je ne doute pas que ce ne soit un usage général. Je ne l'ai que trop vu de mes propres yeux ».

« Avez-vous eu occasion de savoir ce que devenoient les esclaves que les Européens refusoient d'acheter ? — On en sacrifie un grand nombre aux funérailles des principaux personnages. Tous ceux qui entendent la langue du pays , doivent savoir que c'est un usage universel , lors même qu'ils ne l'auroient pas vu ».

« Votre expérience , ce que vous connoissez de ce pays , vous mettent-ils à même de dire si l'acquisition de quelques-uns de ces esclaves , faite par des Européens , les a sauvés du malheur d'être sacrifiés ? — J'ai moi-même donné , dans quelques circonstances , trois ou quatre guinées par tête d'esclave , pour leur sauver la vie ».

« Avez-vous quelquefois entendu les naturels s'entretenir entr'eux de ce que seroient devenus quelques prisonniers particuliers , s'ils n'eussent été achetés par les Européens ? — J'ai déjà dit que toute personne , familière avec leur langue , ne doit pas ignorer que l'usage universel est de les sacrifier ».

« D'après vos observations , durant un séjour de dix-

assigne un travail proportionné à leurs forces ; qui les protège efficacement contre la violence , & leur assure la même portion de bonheur , dont

huit années , pouvez-vous dire s'il y a eu des esclaves de faits à la côte par violence , par fraude , ou par oppression , soit des Princes du pays , soit des Européens qui y trafiquent ? -- Quant à la première partie de la question , relative aux actes d'oppression faits par des Rois ou Princes , je n'en connois pas , excepté à Apollonie , où j'ai déjà dit que le Gouvernement est despotique au point que les sujets n'ont pas de volonté ; quant à la seconde partie de la question , je ne connois qu'un ou deux exemples de conduite répréhensible de la part des Européens : je crois que les coupables ont été mis en justice & punis dans le pays même. Quant à d'autres faits de ce genre , je ne les connois que par des rapports ou des oui-dires ».

« Avez-vous jamais eu connoissance que la Traite des Negres sur cette côte occasionnât des guerres entre les naturels ? -- J'ai déjà répondu à cette question en disant que je ne croyois pas que les guerres fussent générales ; & que dans les escarmouches , bien loin d'engager ces petits combats pour augmenter les esclaves , on échangeoit les prisonniers de chaque côté ».

« Quels sont les objets particuliers de nos manufactures , au moyen desquels les Européens achètent les esclaves sur cette côte ? -- Je ne puis en faire l'énumération ; ils sont en grand nombre. Je crois que les registres

jouissent en Europe ceux que la nature & la hiérarchie sociale ont également destinés aux travaux.

des Douanes les feront connoître en grande partie ».

« Achete-t-on les esclaves avec des articles sortant directement des manufactures d'Angleterre ? — Il en est ordinairement ainsi ; mais je viens de dire que les registres des Douanes feroient connoître les articles que nous exportons ».

« Ce pays produit-il quelques objets de commerce qui puissent y donner lieu à un négoce étendu & considérable , sans y comprendre la traite des Negres ? — J'ai fait remarquer plus haut que je n'avois jamais pénétré au delà de vingt milles dans l'intérieur des terres. J'ajouterai que , d'après mes observations , je regarde la côte d'Or comme le pays de l'Afrique le moins favorable à la culture : j'en excepte cependant une très-petite partie de cette côte , entre Accra & la rivière de Volta ».

F I N

A VERSAILLES,

De l'Imprimerie de P H. - D. PIERRES,
Premier Imprimeur Ordinaire du Roi ,
rue Saint-Honoré , N° 23.



ARGUMENS

POUR ET CONTRE

LE COMMERCE DES COLONIES.

Par M. DE CASAUX.

S'IL est facile de prouver que le commerce des colonies est une des plus ruineuses conceptions qui soit jamais entrée dans une tête humaine, il est aussi aisé de démontrer que l'existence civile & politique de l'Europe est aujourd'hui attachée à la conservation de ce commerce, & qu'une fausse mesure, à cet égard, seroit infailliblement suivie d'une scène universelle de dévastations, dont l'idée seule fait frémir. J'entreprends de démontrer l'un & l'autre.

Argumens contre le commerce des colonies.

Suivant les relevés de sire Charles Withworth, les exportations de l'Angleterre, dans



E771
L651d
v. 1

Final

3/10

